

# LA MISE À JOUR ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DU FÉDÉRAL



**Gilles Soucy**

Vice-président et économiste en chef

**François Dupuis**

Directeur, Chef économiste adjoint et stratège

**Benoit P. Durocher**

Économiste

Tél. : (514) 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 2336

Courriel : [desjardins.economie@desjardins.com](mailto:desjardins.economie@desjardins.com)

## Avec un énoncé préélectoral, le gouvernement Martin réédite l'annonce d'une panoplie de nouvelles dépenses et d'initiatives fiscales

Le ministre des Finances, M. Ralph Goodale, a déposé aujourd'hui une mise à jour économique et financière de la situation budgétaire du gouvernement fédéral. De plus, le gouvernement Martin a présenté un plan pluriannuel (*Plan pour la croissance et la prospérité*) se concentrant essentiellement sur quatre objectifs : offrir des possibilités à tous les Canadiens pour acquérir des compétences sur le marché du travail, promouvoir une économie innovatrice, positionner le pays au cœur du commerce international et des réseaux mondiaux, et établir un environnement propice à l'investissement privé.

Pour y arriver, le gouvernement libéral propose plusieurs nouvelles dépenses et initiatives fiscales à inclure, le cas échéant, dans son prochain budget. Celui-ci est normale-

ment prévu à l'hiver 2006. Toutefois, parce qu'il apparaît de plus en plus probable que l'actuel gouvernement minoritaire sera renversé dans les prochaines semaines, ce budget pourrait ne jamais voir le jour. C'est donc dire que la panoplie de nouvelles annonces faites aujourd'hui ainsi que la plupart de celles promises depuis le budget du 23 février dernier, en particulier lors de l'entente du printemps avec le Nouveau parti démocratique (NPD), deviendront vraisemblablement des promesses non réalisées.

### 54 500 000 000 \$ de plus que prévu!

En ce qui concerne les hypothèses de croissance du PIB, de l'inflation et du niveau des taux d'intérêt, elles sont conformes à nos attentes, donc très réalistes. Cependant,

**Tableau 1**

### Sommaire des opérations

En milliards de \$	2004-2005	2005p-2006p	2006p-2007p	2007p-2008p	2008p-2009p	2009p-2010p	2010p-2011p
<b>Opérations budgétaires</b>							
. Revenus budgétaires	198,4	202,3	212,3	222,0	229,9	239,3	247,8
- Variation (%)	6,6	2,0	4,9	4,6	3,6	4,1	3,6
. Total de charges							
. Charges de programmes	(162,7)	(163,7)	(170,7)	(178,8)	(187,2)	(195,8)	(203,6)
- Variation (%)	15,1	0,6	4,3	4,7	4,7	4,6	4,0
. Frais de la dette publique	(34,1)	(34,0)	(34,4)	(34,8)	(34,6)	(34,5)	(34,4)
- Variation (%)	(4,6)	(0,3)	1,2	1,2	(0,6)	(0,3)	(0,3)
. Total des charges	(196,8)	(197,7)	(205,1)	(213,6)	(221,8)	(230,4)	(238,0)
<b>Excédent budgétaire</b>	<b>1,6</b>	<b>4,6</b>	<b>7,2</b>	<b>8,4</b>	<b>8,1</b>	<b>8,9</b>	<b>9,8</b>
<b>Prudence</b>							
. Réserves pour éventualités	---	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
. Mesures de prudence économique	---	---	1,0	2,0	3,0	3,5	4,0
<b>Total</b>	<b>---</b>	<b>3,0</b>	<b>4,0</b>	<b>5,0</b>	<b>6,0</b>	<b>6,5</b>	<b>7,0</b>
<b>Reste de l'excédent</b>	<b>---</b>	<b>1,6</b>	<b>3,2</b>	<b>3,4</b>	<b>2,1</b>	<b>2,4</b>	<b>2,8</b>
<b>Dettes fédérales</b>							
. Hypothèse d'équilibre budgétaire	499,9	499,9	499,9	499,9	499,9	499,9	499,9
. Hypothèse d'application de la réserve pour éventualités à la réduction de la dette	---	496,9	493,9	490,9	487,9	484,9	481,9
<b>Pourcentage du PIB</b>							
. Revenus budgétaires	15,4	14,9	14,9	14,8	14,7	14,6	14,4
. Charges de programmes	12,6	12,1	11,9	12,0	12,0	12,0	11,9
. Frais de la dette publique	2,6	2,5	2,4	2,3	2,2	2,1	2,0
. Total des charges	15,3	14,6	14,4	14,3	14,2	14,1	13,9
. Excédent aux fins de planification	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2
. Dette fédérale							
. Hypothèse d'équilibre budgétaire	38,7	36,8	35,0	33,4	32,0	30,5	29,1
. Hypothèse d'application de la réserve pour éventualités à la réduction de la dette	---	36,6	34,6	32,8	31,2	29,6	28,1

Source : ministère des Finances du Canada, novembre 2005

p: prévisions

**Tableau 2**
**Perspectives budgétaires tenant compte des mesures prévues dans la Mise à jour de novembre 2005**

En milliards de \$	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Total
<b>Excédent fondé sur le <i>statu quo</i></b>	<b>13,4</b>	<b>15,0</b>	<b>16,4</b>	<b>15,7</b>	<b>16,5</b>	<b>19,8</b>	<b>96,8</b>
. Initiatives proposées avant <i>La Mise à jour économique et financière</i> de novembre 2005	2,3	1,8	1,8	1,9	1,6	1,5	10,8
. Réserve de prudence							
. Réserve pour éventualités	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	18,0
. Mesure de prudence économique	---	1,0	2,0	3,0	3,5	4,0	13,5
<b>. Total</b>	<b>3,0</b>	<b>4,0</b>	<b>5,0</b>	<b>6,0</b>	<b>6,5</b>	<b>7,0</b>	<b>31,5</b>
<b>Excédent aux fins de planification</b>	<b>8,2</b>	<b>9,2</b>	<b>9,5</b>	<b>7,9</b>	<b>8,4</b>	<b>11,3</b>	<b>54,5</b>
<b>Total des dépenses et des initiatives fiscales dans la Mise à jour de l'automne</b>	<b>6,6</b>	<b>6,0</b>	<b>6,1</b>	<b>5,8</b>	<b>6,0</b>	<b>8,5</b>	<b>39,0</b>
<b>Excédent disponible à des fins budgétaires</b>	<b>1,6</b>	<b>3,2</b>	<b>3,4</b>	<b>2,1</b>	<b>2,4</b>	<b>2,8</b>	<b>15,5</b>

Source : ministère des Finances du Canada, novembre 2005

le bât blesse plutôt du côté de l'excédent budgétaire. Encore une fois, le gouvernement libéral a nettement sous-estimé les surplus budgétaires pour les prochaines années, incluant celle en cours. En tenant compte des mesures proposées avant la mise à jour d'aujourd'hui, l'excédent devrait atteindre 8,2 G\$ cette année, puis augmenter progressivement pour dépasser les 11 G\$ d'ici cinq ans, une somme impressionnante de 54,5 G\$ sur une base cumulative au cours de cette période. On peut donc se poser de sérieuses questions sur la capacité de planifier du gouvernement en place. En l'espace de seulement neuf mois, soit depuis le dépôt du budget 2005-2006, les excédents ont littéralement explosé. On ne peut que dénoncer ce manque de rigueur.

allouées aux réserves pour éventualités et de prudence économique. Or, selon le document présenté aujourd'hui, les excédents aux fins de planification totaliseront plus de 50 G\$d'ici l'exercice budgétaire 2010-2011. D'où provient donc cet argent?

### De l'argent frais...

Du côté des dépenses budgétaires, l'amélioration de la situation du marché du travail devrait réduire les prestations d'assurance-emploi entre 1,1 G\$ à 1,8 G\$ par année d'ici 2009-2010 par rapport aux prévisions initiales du budget de février 2005. Ce nouvel apport sera cependant contrebalancé en partie par une réduction des cotisations d'assurance-emploi. Un niveau plus faible que prévu des taux d'intérêt a aussi amené une réduction des frais de la dette publique. Ainsi, le gouvernement fédéral espère épargner entre 1,1 G\$ et 1,7 G\$ par année d'ici 2009-2010 en frais d'intérêt sur sa dette. Une grande proportion de la nouvelle marge de manœuvre provient cependant de l'accroissement des revenus budgétaires du gouvernement fédéral. En outre, les impôts sur les revenus des sociétés devraient augmenter de 4,6 G\$ à 10,7 G\$ par année, grâce à l'impact de la récente hausse des prix de l'énergie sur les revenus des entreprises et aux bénéfices plus élevés que prévu.

Le ministre Goodale propose dans sa mise à jour déposée aujourd'hui d'utiliser 39,0 G\$ de la marge de manœuvre de 54,5 G\$ pour introduire de nouvelles dépenses et initiatives fiscales. Le restant, soit 15,5 G\$, devrait demeurer disponible à des fins de planification budgétaire. Si l'on tient également compte des 10,8 G\$ déjà annoncés depuis le budget de février, notamment pour la réponse du gouvernement à la hausse des coûts de l'énergie et l'entente Canada-Ontario, les nouvelles initiatives du gouvernement fédéral devraient totaliser 49,8 G\$ au cours des six prochains exercices budgétaires.

### Prévisions économiques et financières

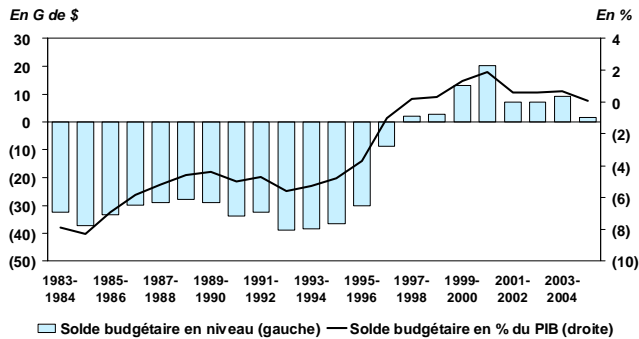
	2005		2006	
	Budget fédéral*	Mouvement Desjardins	Budget fédéral*	Mouvement Desjardins
PIB nominal (%)	5,3	5,3	5,2	5,4
PIB réel (%)	2,8	2,9	2,9	3,2
Bons du Trésor canadiens 3 mois (%)	2,7	2,8	3,4	3,8
Obligations canadiennes 10 ans (%)	4,0	4,1	4,4	4,6

\* Prévisions consensuelles moyennes du secteur privé canadien.

Sources : ministère des Finances du Canada et Desjardins, Études économiques

La question est donc toute légitime : comment le gouvernement fédéral parviendra-t-il à financer toutes les nouvelles mesures proposées dans l'énoncé d'aujourd'hui? Il faut dire qu'il y a neuf mois, le gouvernement fédéral présentait pourtant un budget équilibré pour les cinq prochains exercices, sans excédent budgétaire si ce n'est des sommes

### Canada : les surplus budgétaires se succèdent



Source : ministère des Finances du Canada

Plus spécifiquement, les libéraux annoncent une réduction cumulative de 29,1 G\$ de l'impôt des particuliers avec, entre autres, un abaissement graduel des taux d'imposition et une majoration de l'exemption de base. L'impôt des sociétés pourrait diminuer de 1,1 G\$ d'ici 2010-2011. Le fédéral a aussi l'intention d'investir 9,2 G\$ en éducation (subventions, aide financière, bourses d'études, perfectionnement des compétences en milieu de travail), au soutien des personnes handicapées et à l'intégration des immigrants.

Cette énumération n'est pas exhaustive et plusieurs autres mesures de moindre importance sont aussi proposées (le détail des nouvelles initiatives est présenté en annexe aux tableaux 3 et 4). Mentionnons tout de même un investissement cumulatif de 1,2 G\$ pour améliorer les échanges commerciaux internationaux avec, notamment, une somme de 590 M\$ pour moderniser la porte d'entrée du Pacifique, particulièrement pour le port de Vancouver.

En terminant, mentionnons que le gouvernement fédéral s'était fixé comme objectif dans son budget de 2004 de réduire le ratio de sa dette sur le PIB à 25 % d'ici 2015. Le

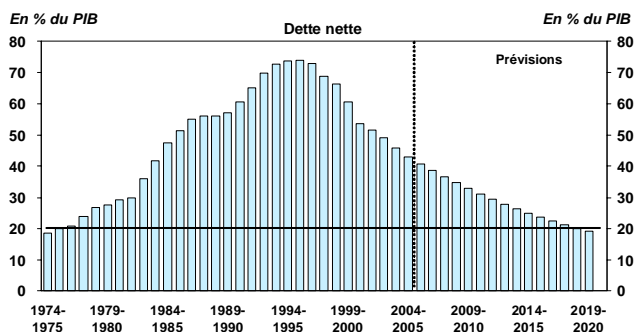
ministre Goodale propose dans sa mise à jour de réduire ce ratio à moins de 20 % d'ici quinze ans. Pour ce faire, la réserve de 3 G\$ pour éventualités serait consacrée chaque année au remboursement de la dette.

### Conclusion

Il est évident que cette mise à jour économique et financière jette l'assise du programme électoral des libéraux en prévision des élections qui seront vraisemblablement déclenchées au cours des prochaines semaines. Il sera intéressant de connaître ce que proposeront les autres partis politiques à la lumière de cette marge de manœuvre budgétaire pour le moins surprenante.

À notre avis, la multiplication des initiatives fédérales en santé et en éducation, qui sont pourtant de compétence provinciale, amène un dédoublement administratif qui accroît l'inefficacité et l'inefficiency entre les différentes structures gouvernementales au pays. Le gouvernement fédéral devrait plutôt privilégier une réduction encore plus marquée du fardeau fiscal des particuliers, ce qui laisserait le champ libre aux provinces pour accroître leurs revenus fiscaux, ainsi que la résolution à brève échéance du déséquilibre fiscal entre lui et les provinces. Cela pourrait aider ces dernières non seulement à maintenir un équilibre budgétaire mais aussi à réduire éventuellement leur niveau d'endettement.

### Canada : une réduction rapide du ratio de la dette sur le PIB



Sources : ministère des Finances du Canada et Desjardins, Études économiques

**Tableau 3**
**Initiatives proposées depuis le dépôt du budget de février 2005**

En million de \$	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Total
<b>Plan pour la croissance et la prospérité</b>							
<i>. Offrir des possibilités à tous les Canadiens</i>							
. Rehausser la qualité d'une main-d'œuvre canadienne de calibre mondial	1 077	623	1 197	1 568	1 579	1 579	7 622
. Relever le défi démographique	34	161	246	316	397	397	1 551
. Accroître la mobilité de la main-d'œuvre et l'efficacité du marché du travail	---	10	10	15	15	15	65
<b>. Total</b>	<b>1 112</b>	<b>794</b>	<b>1 453</b>	<b>1 899</b>	<b>1 991</b>	<b>1 991</b>	<b>9 238</b>
<i>. Promouvoir une économie innovatrice</i>							
. Leadership en matière de recherche universitaire	500	275	335	335	335	335	2 115
. Renforcer les réseaux internationaux de recherche	30	---	---	---	---	---	30
. Accélérer la commercialisation des nouvelles technologies	---	24	47	49	50	30	199
<b>. Total</b>	<b>530</b>	<b>299</b>	<b>382</b>	<b>384</b>	<b>385</b>	<b>365</b>	<b>2 344</b>
<i>. Au cœur des échanges et des réseaux mondiaux</i>							
. Positionner le Canada au sein des réseaux commerciaux mondiaux	---	49	94	108	114	120	485
. Créer des points d'accès de calibre mondial	---	93	158	160	151	129	690
<b>. Total</b>	<b>---</b>	<b>142</b>	<b>251</b>	<b>268</b>	<b>265</b>	<b>249</b>	<b>1 175</b>
<i>. Établir un environnement propice à l'investissement</i>							
. Réduire les impôts pour favoriser la prospérité	5 335	5 050	4 695	4 095	4 290	6 800	30 265
. Promouvoir l'efficacité de la réglementation	50	18	18	18	18	18	140
. Promouvoir l'efficacité énergétique	---	2	3	5	10	30	50
<b>. Total</b>	<b>5 385</b>	<b>5 070</b>	<b>4 716</b>	<b>4 118</b>	<b>4 318</b>	<b>6 848</b>	<b>30 455</b>
<b>Total</b>	<b>7 027</b>	<b>6 305</b>	<b>6 802</b>	<b>6 669</b>	<b>6 959</b>	<b>9 452</b>	<b>43 213</b>
<b>Réponse du gouvernement à la hausse des coûts de l'énergie</b>							
<b>Entente Canada-Ontario</b>	<b>160</b>	<b>230</b>	<b>450</b>	<b>350</b>	<b>200</b>	<b>100</b>	<b>1 490</b>
(en excluant les montants prévus dans le <i>Plan pour la croissance et la prospérité</i> ainsi que la réponse du gouvernement à la hausse des coûts de l'énergie)							
<b>Autres initiatives annoncées</b>	<b>599</b>	<b>708</b>	<b>435</b>	<b>360</b>	<b>302</b>	<b>298</b>	<b>2 702</b>
<b>Total</b>	<b>8 827</b>	<b>7 808</b>	<b>7 925</b>	<b>7 617</b>	<b>7 610</b>	<b>10 000</b>	<b>49 788</b>
Dont :							
<b>Initiatives proposées avant <i>La Mise à jour économique et financière</i> de novembre 2005</b> (voir tableau 4)	<b>2 258</b>	<b>1 775</b>	<b>1 833</b>	<b>1 851</b>	<b>1 611</b>	<b>1 507</b>	<b>10 835</b>
<b>Initiatives proposées dans <i>La Mise à jour économique et financière</i> de novembre 2005</b>	<b>6 569</b>	<b>6 034</b>	<b>6 092</b>	<b>5 786</b>	<b>6 000</b>	<b>8 493</b>	<b>38 953</b>

Source : ministère des Finances du Canada, novembre 2005

Tableau 4

Initiatives proposées avant *La Mise à jour économique et financière de novembre 2005*

En million de \$	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	Total
<b>Réponse du gouvernement à la hausse des coûts de l'énergie</b>	<b>1 041</b>	<b>566</b>	<b>238</b>	<b>238</b>	<b>150</b>	<b>150</b>	<b>2 383</b>
<b>Entente Canada-Ontario</b>							
. Études supérieures	400	---	350	400	400	400	1 950
. Logement et infrastructure	150	150	100	100	100	---	600
. Villes	149	149	---	---	---	---	298
. Développement du marché du travail et immigration	80	300	400	560	634	634	2 608
. Changement climatique	---	40	140	158	200	200	738
. Perception de l'impôt des sociétés et inspection des viandes	10	80	350	250	100	100	890
<b>. Total</b>	<b>789</b>	<b>719</b>	<b>1 340</b>	<b>1 468</b>	<b>1 434</b>	<b>1 334</b>	<b>7 084</b>
<b>Moins :</b>							
. Fonds prévus dans le budget de 2005 et dans la réponse du gouvernement à la hausse des coûts de l'énergie	171	218	180	215	275	275	1 334
<b>. Coût net</b>	<b>618</b>	<b>501</b>	<b>1 160</b>	<b>1 253</b>	<b>1 159</b>	<b>1 059</b>	<b>5 750</b>
<b>Autres décisions financières annoncées après le budget</b>							
. Réduction des loyers des aéroports	---	48	72	97	132	176	525
. Programme de protection du salaire	4	32	32	32	32	32	164
. Musée canadien des droits de la personne	10	10	10	20	20	---	70
. Amélioration du port de Prince Rupert	10	20	---	---	---	---	30
. Centre mondial sur le pluralisme	30	---	---	---	---	---	30
. Gouvernance internationale de pêches	6	7	7	---	---	---	20
. Célébrations du 400 <sup>e</sup> anniversaire de la ville de Québec	11	34	45	19	---	---	110
. Mesures d'aide au Darfour	120	78	---	---	---	---	198
. Afghanistan (prolongation de mission)	286	286	50	---	---	---	622
. Pakistan	57	---	---	---	---	---	57
. Mesures touchant l'immigration	68	93	9	9	11	11	201
. Autres initiatives annoncées	165	205	265	248	182	171	1 236
<b>. Total</b>	<b>767</b>	<b>814</b>	<b>491</b>	<b>425</b>	<b>377</b>	<b>390</b>	<b>3 263</b>
<b>Moins :</b>							
. Fonds prévus dans le budget de 2005	168	106	55	65	75	92	560
<b>. Coût net</b>	<b>599</b>	<b>708</b>	<b>435</b>	<b>360</b>	<b>302</b>	<b>298</b>	<b>2 702</b>
<b>. Coût net total</b>	<b>2 258</b>	<b>1 175</b>	<b>1 833</b>	<b>1 851</b>	<b>1 611</b>	<b>1 507</b>	<b>10 835</b>

Source : ministère des Finances du Canada, novembre 2005